



ÉDITO

Madame, Monsieur,

Je suis heureuse de vous faire parvenir ma première Newsletter de députée.

Cette newsletter aura pour objectif de vous informer de mon activité parlementaire. Elle comportera donc un double volet.

Une partie sera consacrée à mon activité à l'Assemblée Nationale, c'est-à-dire à mes interventions en commission des affaires économiques et sociales et au sein de l'hémicycle, aux auditions auxquelles je participerai, et plus largement sur l'ensemble des sujets sur lesquels j'interviendrai.

L'autre partie concernera ma présence sur le terrain et en circonscription. Je vous parlerai de mes déplacements, des rendez-vous et des événements, et rassemblements auxquels je participerai en tant que députée.

Au moment où je rédige cet éditto nous sommes en train de nous battre contre le budget austéritaire du gouvernement Barnier pour imposer un projet de loi de finances NFP compatible qui permette concrètement répondre à la crise que vit notre pays.

La situation est d'autant plus inédite que le Rassemblement National sert de béquille au gouvernement Barnier. C'est en effet le RN qui dicte le tempo à la droite et au centre, preuve que le soit disant socle commun centre droit n'existe pas, et permet ainsi à ce gouvernement illégitime de se maintenir.

N'hésitez pas à me suivre sur mes différents réseaux sociaux pour ainsi être informé de mon activité en temps réel.

Bonne lecture et à très vite !

À l'Assemblée Nationale



Le 9 octobre, je suis intervenue en commission des affaires économiques pour faire une déclaration générale à l'occasion de l'audition du groupe Action Logement.

C'était l'occasion pour moi d'alerter sur la crise du logement, l'inaction du gouvernement et les coupes budgétaires à venir.

Pour le groupe LFI-NFP, les solutions existent : la construction massive de logements et, pour cela, l'augmentation de la participation des employeurs dans l'investissement pour le logement social. À ce titre, j'ai défendu la participation des employeurs à l'effort de construction à hauteur de 1 % de la masse salariale.



Le 16 octobre, lors de l'examen du projet de loi de finances (PLF) en commission, j'ai dénoncé le projet absurde du gouvernement pour ce PLF 2025 : une baisse de 25 % des crédits de Bercy consacrés à l'économie sociale et solidaire (ESS).

Une mesure absurde, car l'ESS est un élément majeur de notre économie, représentant 2 millions de salariés à l'échelle nationale, 46 000 emplois et 4 000 établissements rien qu'en Isère. Elle est donc, tant qualitativement que quantitativement, nécessaire à notre pays, représentant 10 % du PIB en France.

J'ai ainsi dénoncé l'hypocrisie du gouvernement, qui vante l'ESS dans ses discours, mais lui retire ses moyens dans la réalité.

J'ai ainsi défendu la constitution d'un fonds de conversion des entreprises vers l'ESS, la création d'une administration en charge de l'ESS, et l'augmentation de l'enveloppe budgétaire attribuée à l'ESS.

Quelques heures plus tard, nous avons battu le gouvernement en votant un amendement augmentant de 30 % le crédit qui devait initialement diminuer.



Cette semaine du 21 octobre était ma première semaine en hémicycle. J'ai pu suivre la plupart des débats sur le budget, ce qui m'a beaucoup appris, tant sur le fond d'un débat budgétaire que sur la manière de prendre la parole au sein de l'hémicycle.

Concernant les votes, nous avons observé cette semaine quelque chose d'inédit : les députés de la Macronie ont littéralement déserté. Ainsi, si une grande partie des amendements proposés par le NFP ont été refusés, c'est à cause du RN, qui semblait cette semaine être le groupe majoritaire soutenant le gouvernement. Ce sont, par exemple, eux qui ont empêché le rétablissement d'un ISF renforcé.

Mais, si le RN a largement soutenu le gouvernement, il nous est également apparu comme étant indécis, ne sachant pas choisir entre son apparence "sociale" et son alliance avec le programme patronal.

Concernant mon groupe parlementaire, LFI-NFP, nous avons su une nouvelle fois démontrer notre capacité d'organisation et notre mobilisation sans faille pour défendre notre programme.

Grâce à cela, nous avons pu imposer au gouvernement les mesures suivantes : adoption de la TVA à 0 % sur les produits de première nécessité pour les Outre-mer, contribution exceptionnelle de 10 % sur les dividendes distribués par les entreprises du CAC 40, renforcement de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE), rejet de la taxe supplémentaire sur l'électricité, et adoption d'un amendement Zucman visant à taxer les super patrimoines de plus d'un milliard d'euros.

Cette liste de victoire n'est pas exhaustive. Elle en appelle d'autres car à ce stade nous n'avons examiné que la première partie du PLF.

Rassemblements et circonscription



01/10 : Manifestation de Paris pour nos emplois, nos salaires, nos retraites, le service public et la destitution de Macron !



12/10 : Visite du Congrès des maires de l'Isère. De nombreux échanges autour des baisses de subventions aux collectivités locales prévues par le gouvernement.



05/10 : Célébration de l'année du 80e anniversaire de la libération et inauguration d'une plaque de rue en hommage à Paul Bellezza, jeune résistant victime de la barbarie nazie.



17/10 : Au côté des salariés au Salon de l'Auto à Paris. C'est plus de 100 000 emplois supprimés en 10 ans dans l'industrie automobile !



09/10 : Rencontre avec Eco'Mat38 en début de semaine. Ce projet collectif d'économie sociale et solidaire vise la transformation écologique du bâtiment.



20/10 : 29ème Festival de l'arbre à Réaumont : 2 jours animés dédiés à l'arbre et la biodiversité, mention spéciale au tilleul doyen de l'Isère du haut de ses 635 ans !



21/10 : À Poliéñas pour rencontrer la direction du site de production de chaux ainsi que la SG de l'Union des producteurs de chaux.



24/10 : Inauguration de ma permanence parlementaire.
Un très beau moment convivial !

Me contacter

PERMANENCE

11 rue Genevoise
38500, Voiron

Ouvert au public du lundi au vendredi de 15h à 17h

Assemblée nationale

32 rue Saint-Dominique
75007 Paris

Adresse email

sandrine.nosbe@assemblee-nationale.fr